

Rodez, le 21 juin 2018

Déclaration liminaire :

Monsieur le Président,

En ce beau jour d'été, vous nous représentez les restructurations du réseau aveyronnais pour le 1^{er} janvier 2019.

Comme à l'accoutumée, et comme partout ailleurs, cette deuxième présentation se fait avec les mêmes documents préparatoires, ce qui démontre le sens du dialogue social à la DGFIP.

Et depuis notre dernière rencontre, la cour des comptes a édité un compte rendu sur les dix années passées depuis la fusion des ex DGI et DGCP.

Et là bien sûr, on ne s'attendait pas à des miracles. Les conclusions ne nous étonnent même pas : le chien est malade, il faut l'abattre. Et que les termes sont bien choisis pour annoncer le grand changement :

- « un bilan contrasté »
- « un état des lieux qui rend indispensable une véritable transformation »
- « améliorer le service rendu et réduire les coûts »
- « la persistance de rigidités importantes »
- « la DGFIP présente un retard d'adaptation puisqu'elle compte encore plus de 4000 implantations locales »
- « le recours aux services en ligne est moins développé qu'à l'étranger »
- « pour les collectivités locales, la fusion n'a pas apporté d'amélioration décisive »
- « en termes de coût, les résultats sont également contrastés »
- « le réseau de la DGFIP compte un très grand nombre de services locaux de petite taille ne pouvant assurer un service de qualité »
- « les règles de gestion des ressources humaines sont lourdes »
- « le périmètre des missions doit être revu »
- « certaines missions pourraient être confiées à d'autres opérateurs »
- « les missions assurées pour le compte des collectivités locales devraient quant à elles être ajustées en fonction des besoins avérés. »
- « le réseau de la DGFIP doit être resserré »

Alors docteur, c'est grave ? Avec tous ces symptômes, y a-t-il une chance de s'en sortir ?

Mais bien sûr ! Comptons sur les sages de notre chère Cour des comptes ! Et en 17 points, pas un de plus, ils ont la solution qu'on n'a pas trouvée en dix ans !

En bref,

- Il faut une stratégie de transformation, basée sur le tout numérique, pour augmenter l'efficacité et la productivité tout en réduisant les coûts. Dans le même temps, il faut en tirer les conséquences en matière de recrutement.

- D'ici 5 ans, mettre fin au réseau actuel des SIP et des SIE en les couplant à d'autres entités publiques. Côté trésoreries, fermer les plus petites, inadaptées à une continuité de service. Pour les autres, adapter l'aide en fonction des besoins des collectivités, et pourquoi ne pas expérimenter des agences comptables.

- Pour les SPF, passer de 354 à 1 avec une compétence nationale

- Réduire le périmètre des missions de la DGFIP.

Et le Ministère de l'action et des comptes publics a déjà apporté des remarques à ce rapport. Bien sûr, il se gargarise de ces suggestions ! On s'y félicite des 17% de suppressions d'emplois entre 2009 et 2016, on s'y réjouit d'avoir petit à petit modifié les règles de gestion des ressources humaines sans tension interne majeure. On évoque la fin du contact humain avec nos services, on envisage le seul recours au numérique, éventuellement aux centres d'appels, et en cas de force majeure le guidage pour les cas les plus difficiles. Et cerise sur le gâteau, on aimerait bien balayer le statut des agents, leurs droits également, leur statut.

Une fois de plus, FO-DGFIP est là pour dénoncer ces horreurs. Oui, ces horreurs monsieur le Président. Parler aussi ouvertement d'un massacre programmé de missions régaliennes, d'un génocide de ses ressources humaines n'est rien d'autre qu'une horreur. Et dire que l'on parle de « sages » de la Cour des comptes...

La bonne parole a donc été distribuée aux apôtres directionnels dans les départements. L'efficacité, le souci d'améliorer le service rendu, la rénovation des structures et une présence différenciée sur le territoire sont, si vous me le permettez monsieur le Président, un bon lubrifiant pour faire passer le programme Action Publique 2022. Alors en Aveyron, on s'y prépare. On concentre les SIE du sud Aveyron, on concentre les SPF au chef-lieu, on supprime une petite trésorerie par ci par là. Et sagement on attend le feu vert de l'ARS pour sabrer la gestion des hôpitaux, on déshabille petit à petit les postes pour alimenter le SAR, on diminue l'accueil physique au public.

FO-DGFIP le clame haut et fort : c'est la fin d'un Service public républicain, un service au plus proche de tous et surtout des plus démunis. C'est la porte ouverte à la fraude, c'est la porte ouverte à des malversations, c'est la porte ouverte aux exclus des démarches administratives.

Mais dans dix ans, il sera trop tard ; le mal sera fait et l'orgueil des dirigeants ne leur fera pas reconnaître leur échec.

Ils dresseront un nouveau rapport...

En ce premier jour d'été 2018, FO-DGFIP **votera** une fois de plus **contre vos propositions, contre le démantèlement des services publics aveyronnais !**



Les représentants FO-DGFIP 12.